GK.

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
8 NOV. 1951
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L. 2228/1/V.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Président du Sénat, le 14 juillet 1951, d'une demande d'avis sur un "projet de loi créant un privilège en faveur des avocats des personnes inculpées d'infractions au chapitre II du Titre 1er du Livre II du Code Pénél pour le paiement de leurs honoraires et débours afférents à la défense", a donné en sa séance du 7 septembre 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 14e Juli 1951 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem van advies te dienen over een "wetsontwerp waarbij ten gunste van de advocaten van de personen, aan wie inbreuken op hoofdstuk II van Titel I van Boek II van het Wetboek van Strafrecht worden ten laste gelegd, een voorrecht wordt ingesteld voor de betaling van hun honoraria en uitschotten betreffende de verdediging", heeft ter zitting van 7 September 1951 het volgend advies gegeven :

Le projet prévoit en son article unique que les honoraires, frais et débours relatifs à la défense des personnes inculpées de crimes et délits contre la sécurité extérieure de l'Etat sont privilégiés sur tous les meubles et immeubles. Ce privilège s'exerce avant tout autre, y compris celui du Trésor.

Selon l'exposé des motifs, le droit de la défense est compromis lorsque le prévenu ne peut donner à son défenseur l'assurance que ses honoraires seront payés.

Le projet s'inspire de la loi du 5 septembre 1807 fondée sur la volonté de sauvegarder le droit de la défense. Le tribun JOUBERT exposait comme suit la portée de la loi de 1807 : "Sa Majesté veut que les crimes soient poursuivis et punis, mais elle veut aussi que les accusés puissent être défendus et que le défaut de moyens ne les gêne pas dans le choix qu'ils voudraient faire d'un défenseur" (Recueil Sirey, t.VIII, p.33).

L'article 2 de la loi de 1807 porte :

"Le privilège du Trésor public sur les meubles et effets mobiliers des condamnés ne s'exercera qu'après les autres privilèges et droits ci-après mentionnés, savoir :

1° les privilèges désignés aux articles 2101 et 2102 du Code civil;

.../...

2° les sommes dues pour la défense personnelle du condamné, lesquelles, en cas de contestation de la part de l'Administration des domaines, seront réglées d'après la nature de l'affaire par le tribunal qui aura prononcé la condamnation".

Les articles 3 et 4 de la loi de 1807 prévoient que le privilège du Trésor public sur les biens immeubles du condamné ne s'exercera qu'après les privilèges désignés aux articles 2101 et 2102 du Code civil, les hypothèques légales, les autres hypothèques, pourvu que les créances aient été inscrites au bureau des hypothèques avant le privilège du Trésor public, et, enfin, les sommes dues pour la défense personnelle du condamné.

\+

\+ +

L'institution d'un privilège n'est pas le seul moyen d'assurer le droit de la défense. Il y a été pourvu par l'assistance judiciaire ou même exceptionnellement par une intervention du Trésor public. Le budget du Ministère de la Justice prévoit, en effet, un crédit pour les frais de voyage, d'hébergement et de séjour des avocats étrangers chargés de défendre devant les juridictions militaires belges les ressortissants ennemis inculpés de crimes de guerre (article 28 du budget).

\+

\+ +

.../...

Bien que la loi de 1807 n'ait pas qualifié de privilège le droit du défenseur, la Cour de cassation lui a reconnu ce caractère (Cass.16 juillet 1885, Pas.I.233). Ce privilège n'est toutefois pas applicable en cas d'acquittement (Cass.13 avril 1905,Pas.I. 190).

En France, les sommes dues pour la défense personnelle du failli condamné pour banqueroute frauduleuse sont, en vertu même de la loi du 5 septembre 1807, privilégiées avec un rang particulier. Ce privilège s'exercera sous le contrôle du tribunal qui a prononcé la condamnation, non seulement vis-à-vis du Trésor et à son détriment, mais encore à l'encontre de la masse des créanciers (Cass.fr.12 avril 1911, D.P. 1914, I.207).

En Belgique, la question de savoir si l'avocat qui a prêté son ministère au failli poursuivi du chef de banqueroute a privilège pour le paiement de ses honoraires,est controversée (Répertoire pratique, V° Faillite,n°s1255 à 1258).

Bien que la loi de 1807 accorde un privilège à la créance du défenseur du condamné, on a cependant rejeté totalement du passif de la faillite les honoraires du défenseur du failli condamné parce que la créance d'honoraires était née à un moment où le failli était dépossédé de ses biens (Liège, 8 juillet 1929, Pas.1929, II.170).

\+

\+ \+

Le projet tranche la controverse née du fait que le condamné était déssaisi de ses biens lorsqu'il a dû assurer sa défense, mais il ne la tranche qu'au profit des seuls inculpés pour crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat.

Le projet ne limite pas le privilège au défenseur du condamné comme le faisait la loi de 1807; il l'étend au défenseur de l'inculpé. Si celui-ci décède en cours d'instance, ce qui n'a pas pour conséquence nécessaire la levée du séquestre, les frais relatifs à la défense du défunt seront privilégiés.

\+

\+ +

L'article unique accorde le privilège à tous les honoraires, frais et débours relatifs à la défense; la généralité de ces termes permet d'y inclure les honoraires, frais et débours des avoués et des experts.

Selon l'intitulé du projet, le privilège n'est institué qu'en faveur des avocats des personnes inculpées de crimes ou délits contre la sécurité extérieure de l'Etat.

Le Conseil d'Etat propose de mettre l'intitulé en concordance avec le texte de l'article unique.

\+

\+ +

.../...

Le privilège créé par le projet s'exercera avant tout autre, sur les biens meubles et immeubles.

Il s'exercera donc avant les privilèges énumérés aux articles 19, 20 et 27 de la loi du 16 décembre 1851.

En ce qui concerne le rang du privilège nouveau, le projet va donc plus loin que la loi de 1807.

+

\+ +

En matière de séquestre, il existe déjà certains privilèges :

1° Aux termes de l'article 19, 1°, de la loi du 16 décembre 1851, les créances privilégiées sur la généralité des meubles sont en tout premier lieu "les frais de justice faits dans l'intérêt commun des créanciers".

L'arrêté-loi du 7 juillet 1945 dispose : "L'Office des séquestres peut faire des avances pour acquitter les dettes du séquestré ou pour régler les dépenses nécessaires pour la conservation, la réparation et l'amélioration des biens frappés de séquestre, ainsi que pour payer les frais de gestion et de liquidation. Les créances résultant de ces

.../...

avances sont privilégiées, sur tous les meubles et immeubles du séquestré. Elles prennent rang immédiatement après les créances pour frais de justice faits dans l'intérêt commun des créanciers ".

Les avances ou dépenses énumérées à l'arrêté-loi du 7 juillet 1945 seront, aux termes du projet, primées par le nouveau privilège.

2° La loi du 9 juillet 1951 a institué un privilège en faveur des créances de dommages-intérêts des victimes d'un attentat contre les personnes ou d'une dénonciation à l'ennemi à charge des auteurs d'une des infractions visées aux dispositions du chapitre II du titre 1er du livre II du Code pénal.

Le projet de loi soumis à l'avis du Conseil d'Etat ayant été déposé le 21 juin 1951, on peut se demander si le Gouvernement avait l'intention de ranger le privilège en faveur des avocats avant celui établi en faveur des victimes.

3° Aux termes de l'article 6 de l'arrêté-loi du 17 janvier 1945, modifié par l'arrêté-loi du 10 janvier 1946, "le recouvrement par l'Etat des dommages-intérêts et de toutes autres sommes auxquels le séquestré viendrait à être condamné en raison d'infraction au chapitre II du titre 1er du livre II du Code pénal... ne peut en rien préjudicier aux droits des autres créanciers, quelles que soient la date et la cause, sauf illicite, de leur créance".

.../...

"Cette disposition reconnaît aux créanciers ordinaires un véritable droit de priorité par rapport à la créance de l'Etat", dit le rapport au Régent. "La pratique a, en effet, révélé que l'activité des firmes mises sous séquestre risque de se trouver compromise en raison de l'hésitation manifestée par les fournisseurs et organismes qui craignent, en traitant avec elles, de voir la récupération de leurs créances ou avances mise en danger par l'intervention de l'Etat ".

Il conviendrait donc de préciser si le droit de priorité en faveur des créances nées de la gestion de l'Office est primé par le privilège nouveau. La solution de cette difficulté serait facilitée si l'article unique du projet était inséré dans un projet de loi général concernant la liquidation des biens des condamnés pour crimes et délits contre la sécurité extérieure de l'Etat.

\+

\+ \+

Le privilège projeté s'exerce sur tous les immeubles du séquestré avant tout autre, y compris celui du Trésor.

Le privilège établi par le projet prendra rang avant l'hypothèque du Trésor.

\+

\+ \+

Selon le deuxième alinéa de l'article unique du projet, sont validés les paiements opérés par l'Office des séquestres avant l'entrée en vigueur de la loi à titre d'honoraires, frais et débours relatifs à la défense des inculpés.

Le Conseil d'Etat est d'avis que cette validation concerne le rang de la créance, mais non son montant. L'inculpé dont le séquestre a été levé, pourra éventuellement demander la taxation des honoraires payés par l'Office.

Il serait, dès lors, préférable de substituer à l'expression : "Sont validés les paiements ...", l'expression : "Cette disposition est applicable aux paiements...".

Het ontwerp bepaalt in het enig artikel dat de honoraria, kosten en verschotten betreffende de verdediging van de personen aan wie misdaden of wanbedrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat ten laste worden gelegd, een voorrecht op alle roerende en onroerende goederen genieten. Dat voorrecht wordt uitgeoefend vóór elk ander, dat van de Schatkist er in begrepen.

Volgens de memorie van toelichting komt het recht van de verdediging in het gedrang wanneer de verdachte aan zijn verdediger niet de verzekering kan geven dat zijn honoraria zullen worden betaald.

De geest van het ontwerp is die van de wet van 5 September 1807 gestound op de bedoeling het recht van de verdediging te vrijwaren.De tribuun JOUBERT lichtte de strekking van de wet van 1807 als volgt toe: "Sa Majesté veut que les crimes soient poursuivis et punis, mais elle veut aussi que les accusés puissent être défendus et que le défaut de moyens ne les gêne pas dans le choix qu'ils voudraient faire d'un défenseur" (Recueil Sirey, t. VIII, p.33).

Artikel 2 van de wet van 1807 luidt als volgt :

"Het voorrecht van de Schatkist op de roerende goederen en roerende zaken van de veroordeelden wordt uitgeoefend na de andere voorrechten en rechten hieronder vermeld,namelijk :

1° de voorrechten vermeld in de artikelen 2101 en 2102 van het Burgerlijk Wetboek;

.../...

2° de bedragen, voor de persoonlijke verdediging van de veroordeelde verschuldigd, welke bij betwisting vanwege het Bestuur der domeinen geregeld worden volgens de aard van de zaak door de rechtbank die de veroordeling heeft uitgesproken".

De artikelen 3 en 4 van de wet van 1807 bepalen dat het voorrecht van de Schatkist op de onroerende goederen van de veroordeelde slechts uitgeoefend wordt na de voorrechten vermeld in de artikelen 2101 en 2102 van het Burgerlijk Wetboek, de wettelijke hypotheken, de overige hypotheken, mits de schuldvorderingen op het hypotheekkantoor vóór het voorrecht van de Schatkist ingeschreven zijn, en, ten slotte, na de bedragen verschuldigd voor de persoonlijke verdediging van de veroordeelde.

\+

\+ \+

De instelling van een voorrecht is niet het enige middel om het recht van de verdediging te waarborgen. Daarin is voorzien door de gerechtelijke bijstand of zelfs bij uitzondering door een bijdrage van de Schatkist. Op de begroting van het Ministerie van Justitie is immers een som uitgetrokken voor de reis-, huisvestings- en verblijfkosten van vreemde advocaten die tot opdracht hebben vóór de Belgische militaire rechtscolleges vijandelijke Staatsburgers aan wie oorlogsmisdaden ten laste worden gelegd, te verdedigen (artikel 28 van de begroting).

\+

\+ \+

.../...

Hoewel in de wet van 1807 het recht van de verdediger niet als voorrecht is genoemd, heeft het Hof van verbreking dit als voorrecht erkend (Verbr. 16 Juli 1885, Pas. I. 233). Dit voorrecht geldt echter niet in geval van vrijspraak (Verbr. 13 April 1905, Pas. I. 190).

In Frankrijk zijn de bedragen, verschuldigd voor de persoonlijke verdediging van de gefailleerde die wegens bedrieglijke bankbreuk is veroordeeld, krachtens de wet zelf van 5 September 1807 bevoorrecht en hebben zij een bijzondere rang. Onder toezicht van de rechtbank die de veroordeling heeft uitgesproken, wordt dat voorrecht uitgeoefend niet alleen ten aanzien van de Schatkist en te haren nadele, doch zelfs ten opzichte van de massa van de schuldeisers (Cass.fr. 12 April 1911, D.P. 1914, I. 207).

In België is er betwisting over de vraag of de advocaat die zijn dienst aan de wegens bankbreuk vervolgde gefailleerde heeft verleend, een voorrecht heeft voor de betaling van zijn honoraria (Répertoire pratique, V° Faillite, nrs 1255 tot 1258).

Hoewel de wet van 1807 een voorrecht verleent aan de schuldvordering van de verdediger van de veroordeelde, heeft men uit het passief van het faillissement de honoraria van de verdediger van de gefailleerde volledig geweerd, omdat de schuldvordering wegens honoraria ontstaan was op een tijdstip dat aan de gefailleerde het bezit van zijn goederen was ontnomen (Luik, 8 Juli 1929, Pas. 1929, II. 170).

\+

\+ \+

.../...

Het ontwerp geeft een oplossing aan de betwisting ontstaan uit het feit dat aan de veroordeelde het bezit van zijn goederen was ontnomen toen hij in zijn verdediging heeft moeten voorzien, doch zulks alleen ten voordele van de personen aan wie misdaden en wanbedrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat ten laste werden gelegd.

Het ontwerp beperkt het voorrecht niet tot de verdediger van de veroordeelde, zoals de wet van 1807 het deed; het verleent dit voorrecht ook aan de verdediger van de verdachte. Zo deze tijdens het geding overlijdt, wat niet noodzakelijk de opheffing van het sequester tot gevolg heeft, zijn de kosten betreffende de verdediging van de overledene bevoorrecht.

\+

\+ \+

Het enig artikel verleent het voorrecht aan alle honoraria, kosten en verschotten betreffende de verdediging; het algemeen karakter van die woorden maakt het mogelijk hierin de honoraria, kosten en verschotten van de pleitbezorgers en van de deskundigen te begrijpen.

Volgens de titel van het ontwerp wordt het voorrecht alleen ingesteld ten voordele van de advocaten van de personen aan wie misdaden of wanbedrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat ten laste zijn gelegd.

De Raad van State stelt voor, de titel in overeenstemming te brengen met de tekst van het enig artikel.

\+

\+ \+

.../...

Het bij het ontwerp ingestelde voorrecht wordt vóór ieder ander voorrecht uitgeoefend op de roerende en onroerende goederen.

Het wordt dus uitgeoefend vóór de voorrechten, in de artikelen 19, 20 en 27 van de wet van 16 December 1851 vermeld.

Wat de rang van het nieuwe voorrecht betreft, gaat het ontwerp dus verder dan de wet van 1807.

\+

\+ \+

In zake sequester bestaan reeds sommige voorrechten :

1° Luidens artikel 19, 1°, van de wet van 16 December 1851 komen onder de schuldvorderingen, die op de gezamenlijke roerende goederen zijn bevoorrecht, in de eerste plaats "de gerechtskosten die in het gemeenschappelijk belang van de schuldeisers gedaan werden".

De besluitwet van 7 Juli 1945 behelst de volgende bepaling : "De Dienst van het sequester kan voorschotten doen om de schulden van de gesequestreerde te vereffenen of om de uitgaven te regelen die nodig zijn voor de bewaring, de herstelling of de verbetering van onder sequester gestelde goederen, alsook om de beheers- en liquidatiekosten te voldoen. De schuldvorderingen, uit deze voorschotten voortspruitend, zijn bevoorrecht op alle roerende en onroerende goederen van de gesequestreerde. Zij nemen rang onmiddellijk na de schuldvorderingen voor gerechtskosten, aangegaan in het gemeenschappelijk belang der schuldeisers ".

.../...

Luidens het ontwerp zal het nieuwe voorrecht dus gaan vóór de voorschotten of uitgaven, opgesomd in de besluitwet van 7 Juli 1945.

2° De wet van 9 Juli 1951 heeft een voorrecht ingesteld ten voordele van de aanspraken op schadevergoeding van de slachtoffers van een aanslag tegen de personen of van verklikking aan de vijand ten laste van de daders van een der misdrijven bedoeld in de bepalingen van hoofdstuk II, titel 1, boek II van het Wetboek van Strafrecht.

Daar het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp van wet op 21 Juni 1951 is neergelegd, kan men zich afvragen of de Regering de bedoeling had het voorrecht ten voordele van de advocaten voorrang te geven op het voorrecht ten voordele van de slachtoffers.

3° Luidens artikel 6 van de besluitwet van 17 Januari 1945, gewijzigd bij de besluitwet van 10 Januari 1946, "kan de invordering door de Staat van de schadevergoeding en alle andere sommen waartoe de onder sequester gestelde mocht worden veroordeeld wegens misdrijf tegen hoofdstuk II van titel 1 van het boek II van het Wetboek van Strafrecht . . . geenszins afbreuk doen aan de rechten van de overige schuldeisers, om 't even welke de datum en de oorzaak van hun schuldvorderingen, de ongeoorloofde uitgezonderd, ook wezen".

.../...

"Deze bepaling kent aan de gewone schuleisers een werkelijk recht van voorrang toe ten opzichte van de schuldvordering welke de Staat kan doen gelden", zegt het verslag aan de Regent."Inderdaad, de ervaring heeft aangetoond dat de bedrijvigheid van de firma's die onder sequester zijn gesteld, gevaar loopt in het gedrang te komen,doordat leveranciers of organismen die vrezen dat de terugverkrijging van hun schuldvorderingen of voorschotten door de tussenkomst van de Staat in gevaar zal worden gebracht, aarzelen met die firma's zaken te doen".

Het ware dus gewenst nader te bepalen of het nieuwe voorrecht komt vóór het recht van voorrang ten voordele van de schuldvorderingen ontstaan uit het beheer van de Dienst. De oplossing van deze moeilijkheid zou gemakkelijker zijn indien het enig artikel van het ontwerp ingevoegd werd in een algemeen ontwerp van wet betreffende de vereffening van de goederen van de personen die wegens misdaden en wanbedrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat zijn veroordeeld.

\+

\+ \+

Het ontworpen voorrecht wordt uitgeoefend op alle onroerende goederen van de gesequestreerde vóór elk ander voorrecht, dat van de Schatkist er in begrepen.

Het bij het ontwerp ingestelde voorrecht zal rang nemen vóór de hypotheek van de Schatkist.

.../...

\+

\+ \+

Volgens het tweede lid van het enig artikel van het ontwerp worden geldig verklaard de betalingen die vóór de inwerkingtreding van deze wet door de Dienst van het sequester uitgevoerd werden wegens honoraria, kosten en verschotten betreffende de verdediging van de verdachten.

De Raad van State is van advies dat deze geldigverklaring betrekking heeft op de rang van de schuldvordering en niet op het bedrag er van. De verdachte wiens sequester is opgeheven, kan bij voorkomend geval de begroting van de door de Dienst betaalde honoraria aanvragen.

Het ware derhalve gewenst de uitdrukking : "... worden geldig verklaard" te vervangen door "Deze bepaling is van toepassing op de uit dien hoofde...".

La chambre était composée de

Messieurs : M. SOMERHAUSEN, conseiller d'Etat, président
de Heren : raadsheer van State, voorzitter

D. DECLEIRE, conseillers d'Etat
J. COYETTE, raadsheren van State

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation
J. MERTENS, bijzitters van de afdeling wetgeving

R. VANHAECKE, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. DECLEIRE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) R. VANHAECKE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. DECLEIRE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) M. SOMERHAUSEN.

expédition délivrée à M. le Prési- uitgifte afgeleverd aan de H. Voor-
dent du Sénat.
zitter van de Senaat.

Le 1951. De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.